



**ADOPTION DE LA RÉOLUTION CONCERNANT LE  
RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE LA MISSION DES NATIONS  
UNIES POUR LA STABILISATION EN CENTRAFRIQUE  
(MINUSCA)**

**EXPLICATION DE VOTE**  
-----

**DE S.E.M. LÉON KACOU ADOM  
AMBASSADEUR, REPRÉSENTANT PERMANENT  
DE LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE  
AUPRÈS DES NATIONS UNIES**

*A vérifier au prononcé*

*New York, le 12 septembre 2018*

## **Monsieur le Président,**

La Côte d'Ivoire, la Guinée équatoriale et l'Afrique du Sud, les trois membres africains du Conseil de sécurité (A3), se félicitent de l'adoption à l'unanimité de cette Résolution, qui assouplit l'embargo sur les armes imposé au Gouvernement de la République Centrafricaine.

Nous félicitons le Porte-plume de s'être engagé à veiller à ce que les engagements du Conseil de sécurité vis-à-vis du Gouvernement de la République Centrafricaine soient respectés, en ce qui concerne l'assouplissement de la mesure d'embargo sur les armes, à l'aune des progrès accomplis.

Indéniablement, l'assouplissement de la mesure d'embargo sur les armes en faveur du Gouvernement centrafricain constitue un puissant moteur des efforts multidimensionnels visant à accélérer le rétablissement de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national.

Un tel développement positif permettra au Gouvernement de la République centrafricaine de s'acquitter efficacement de son obligation de protéger son peuple et de défendre son intégrité territoriale, depuis trop longtemps mis à mal par une recrudescence des attaques de groupes armés.

## **Mister President,**

The fact that Security Council adopted this Resolution is indicative of CAR Government's continuous commitment towards the implementation of the sanctions' regime in spite of the challenges it faces in implementing the Political Agreement.

It should be noted that if they are strictly respected, the sanctions constitute an effective instrument that can accompany the action of the Central African Authorities, notably in the implementation of the political agreement for peace and reconciliation in CAR signed on February 6<sup>th</sup> 2019 between the Government and the armed groups.

Our Delegations joined consensus on the sanctions mandate renewal because of a realization that sanctions still have a role to play in supporting the political process in the Central African Republic. The CAR peace deal faces a difficult moment whilst the Government prepares to go for the 2020 – 2021 electoral process.

### **Monsieur le Président,**

Les A3 encouragent donc le Gouvernement de la République centrafricaine, ainsi que tous les partenaires régionaux, à persévérer dans leurs efforts pour surmonter la crise actuelle, et les assurent de leur soutien total, pour un retour définitif de la paix et de la stabilité dans ce pays frère, en lien avec les aspirations du continent de taire les armes à feu en Afrique d'ici 2020.

Nous appelons le Conseil à continuer de soutenir le Gouvernement et toutes les initiatives visant à convaincre toutes les parties que l'Accord de paix est le meilleur moyen de rétablir une vie normale dans le pays.

Enfin, l’Afrique du Sud, la Guinée Équatoriale et la Côte d’Ivoire appellent à une synergie d’actions des Autorités centrafricaines, des États de la région et des Nations Unies, par l’intermédiaire du Groupe d’Experts et de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafrique(MINUSCA) et le Bureau des Nations Unies en Afrique Centrale (UNOCA), en vue de la mise en œuvre effective des Résolutions de l'ONU visant à promouvoir une paix durable en République Centrafricaine.

**Je vous remercie.**